



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



**WASHINGTON WALL STREET WATCH**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

N° 2022-11 – le 17 mars 2022

## SOMMAIRE

### Conjoncture

- Les ménages anticipent une hausse de l'inflation et un marché du travail tendu
- Les ventes au détail ralentissent

### Politiques macroéconomiques

- La Fed annonce une hausse de 25 points de base de ses taux directeurs
- Le budget de l'année fiscale 2022 est promulgué

### Services financiers

- Le Sénat mène une audition sur l'usage des crypto-actifs dans les activités illicites
- L'introduction de nouvelles classes d'actifs dans l'épargne retraite suscite des controverses

### Brèves

---

## CONJONCTURE

### Les ménages anticipent une hausse de l'inflation et un marché du travail tendu

Selon l'[enquête](#) *Consumer Expectation Survey* publiée par la Fed de New York, les anticipations d'inflation à 1 an et 3 ans des ménages se sont établies en février à 6,0 % et 3,8 % respectivement, contre 5,8 % et 3,5 % en janvier. Leur estimation de la probabilité d'un taux de chômage plus élevé à horizon d'un an a légèrement reculé, à 34,4 % (35,9 % en janvier), de même que celle de la probabilité de perdre leur emploi à horizon d'un an (18,9 % après 19,3 %). Leur anticipation de croissance moyenne de leur revenu à horizon d'un an a légèrement diminué en février (3,2 % après 3,3 % en janvier) tandis que celles de leurs dépenses ont augmenté à 6,4 % (après 5,5 %).

### Les ventes au détail ralentissent

Selon les données [publiées](#) par le *Census Bureau*, les ventes au détail ont progressé de +0,3 % en février (+0,2 % en excluant les ventes de l'automobile), en-deçà des attentes du marché (+0,4 % et +0,9 % hors automobile). Toutefois, l'indicateur a été révisé à la hausse pour le mois de janvier, à +4,9 % contre +3,8 % dans l'estimation préliminaire.

Les ventes ont été dynamiques dans les stations-service (+5,3 %), les restaurants et les bars (+2,5 %) et les produits de loisirs (+1,7 %), mais lestées par les ventes en ligne (-3,7 %), des produits de santé (-1,8 %) et des meubles (-1,0 %).

L'évolution sur douze mois glissants s'établit à +17,6 % (après 14,0 % en janvier), soulignant une demande très dynamique.

## POLITIQUES MACROECONOMIQUES

### La Fed annonce une hausse de 25 points de base de ses taux directeurs

La réunion du comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) des 15 et 16 mars s'est [conclue](#) sur le relèvement de la fourchette-cible des taux *fed funds* de 25 points de base, la portant à [0,25 %-0,5 %]. Cette décision n'a pas été votée à l'unanimité, James Bullard, président de la Fed de Saint Louis, ayant voté pour une hausse de 50 points de base.

Lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion, le président de la Fed, Jerome Powell, a d'abord souligné le niveau d'incertitude accru depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie mais réaffirmé la solidité de l'économie américaine, caractérisée par d'importantes créations d'emplois, une progression salariale dynamique et un marché du travail solide. L'inflation demeure néanmoins élevée en raison de la persistance des déséquilibres entre l'offre et la demande, exacerbés par la hausse des prix de l'énergie et des matières premières.

À l'occasion de cette réunion, les membres du FOMC ont revu leurs projections de croissance du PIB à la baisse (2,8 %, en 2022, soit -1,2 point par rapport à la projection de décembre) et celles d'inflation à la hausse, à 4,3 % en 2022 (+1,7 point), 2,7 % en 2023 (+0,4 point) et 2,3 % en 2024 (+0,3 point). Par ailleurs, la projection des taux *fed funds* a été révisée à la hausse, passant

à 1,9 % en 2022 (contre 0,9 % dans la projection de décembre) et 2,8 % en 2023 et 2024 (contre 1,6 % et 2,1 % respectivement).

J. Powell a réaffirmé l'engagement de la Fed à éviter que ce niveau d'inflation élevée ne s'installe et indiqué que plusieurs hausses seraient à prévoir au cours de 2022. Interrogé sur le risque d'une récession aux États-Unis, J. Powell a répondu que l'impact de la guerre en Ukraine serait, à ce stade, limité et que l'économie américaine semblait suffisamment solide pour supporter un nouveau cycle de hausses de taux.

### Le budget de l'année fiscale 2022 est promulgué

La loi de finances pour l'année fiscale 2022 a été [promulguée](#) par le président Biden le 15 mars après avoir été [votée](#) par le Congrès de façon bipartisanne (le 9 mars par la Chambre des représentants et le 10 mars par le Sénat). Ce budget [comprend](#) en particulier 13,6 Md USD d'aide à l'Ukraine dont 4 Md USD d'aide humanitaire, 7 Md USD d'aide militaire et 2 Md USD d'aide économique.

Les dépenses relatives à la lutte contre la pandémie ont été retirées du budget lors des discussions au Congrès ; la Maison-Blanche a appelé ce dernier à les adopter, [évoquant](#) les répercussions négatives qui résulteraient de l'absence de nouveaux crédits budgétaires.

## SERVICES FINANCIERS

### Le Sénat mène une audition sur l'usage des crypto-actifs à des fins illicites

La commission des affaires bancaires du Sénat a tenu le 17 mars une [audition](#) consacrée à l'usage des crypto-actifs dans les activités illicites.

Sherrod Brown (D-Ohio), président de cette commission, ainsi que plusieurs sénateurs démocrates, ont mis en avant le risque que les crypto-actifs ne facilitent les activités illicites et ne permettent de contourner les sanctions imposées à la Russie. Elizabeth Warren (D-

Massachusetts) a annoncé le dépôt d'une proposition de loi visant à sanctionner les sociétés de crypto-actifs non américaines réalisant des opérations avec des contreparties russes visées par des sanctions américaines. Shane Stansbury, professeur de droit à la Duke University et spécialiste des questions de criminalité financière, a également souligné l'usage désormais quasi-exclusif des crypto-actifs dans les cyber-attaques.

À l'inverse, plusieurs sénateurs républicains ont rejeté l'idée d'une utilisation criminelle qui serait

supérieure à celle d'autres instruments, et notamment de l'argent liquide. Jonathan Levin, fondateur de la société d'analyse de données Chainalysis spécialisée dans les crypto-actifs, a insisté sur la traçabilité des transactions enregistrées sur des *blockchains*. Michael Mosier, ancien directeur du *Financial Crimes Enforcement Network* (FinCEN), l'agence chargée de la lutte contre la criminalité financière au *Treasury*, et Michael Chobanian, président de l'association *Blockchain Ukraine*, ont par ailleurs souligné l'utilité des crypto-actifs pour transférer des capitaux vers des organisations humanitaires dans des zones à risques (Venezuela, Ukraine).

### L'introduction de nouvelles classes d'actifs dans l'épargne retraite suscite des controverses

Sherrod Brown, président de la commission des affaires bancaires du Sénat, a [adressé](#) le 16 mars une lettre au directeur des assurances du *Treasury* et au président de la *National Association of Insurance Commissioners* (NAIC), l'association des régulateurs assurantiers des

États fédérés, pour les interroger sur le rôle des groupes de *private equity* dans la gestion de l'épargne retraite. Rappelant les nombreux partenariats et acquisitions conclus ces dernières années entre des groupes de *private equity* et des assureurs retraite, S. Brown se montre préoccupé par les risques que ces rapprochements pourraient engendrer pour les épargnants.

Par ailleurs, le *Department of Labor* (DoL) a [publié](#) le 17 mars une alerte soulignant les risques liés à l'introduction de crypto-actifs dans des plans d'épargne retraite à cotisations définies (plans 401 (k)). Le DoL évoque en particulier la volatilité des actifs, le manque d'information des investisseurs, les risques liés à la conservation et à la valorisation, ainsi que les risques d'évolution de la réglementation, et rappelle aux gestionnaires de plans d'épargne retraite leur obligation de prudence. Le gérant d'actifs Fidelity a réagi en estimant que de nombreux épargnants considéraient cette classe d'actifs comme légitime et a indiqué qu'il engagerait des discussions avec le DoL sur ce sujet.

## BREVES

- Le Congrès a adopté le 10 mars, en lecture définitive, une [mesure](#) facilitant la transformation des prêts et produits dérivés indexés sur le LIBOR USD, dont les taux cesseront d'être calculés à compter du 30 juin 2023. Cette mesure a été adoptée dans le cadre de la loi portant adoption du budget fédéral pour l'année fiscale 2022, promulguée le 15 mars par le président (cf. *supra*).
- Le Sénat a [confirmé](#) le 15 mars par un vote bipartisan (61-38) la nomination de Shalanda Young au poste de directrice de l'*Office of Management and Budget* (OMB), service de l'exécutif chargé d'accompagner la Maison-Blanche dans l'élaboration du budget et le contrôle de son exécution. S. Young occupait ce poste par intérim depuis mars 2021.
- La *Commodities and Futures Trading Commission* (CFTC), régulateur des marchés de dérivés, a [annoncé](#) avoir été saisie d'une demande de changement d'agrément de la plateforme de crypto-actifs FTX. FTX souhaite réaliser la compensation des échanges de dérivés soumis à collatéral (*marginéd products*) réalisés sur sa plateforme, sans passer par un tiers intermédiaire. FTX prévoit pour cela de déployer son propre système de calcul des exigences et appels de marge sur les contrats dérivés, actualisés toutes les 30 secondes. FTX a par ailleurs [annoncé](#) lundi 7 mars avoir obtenu un agrément pour proposer ses produits dans l'espace économique européen.
- Le *Treasury* a indiqué le 16 mars que les sanctions imposées à la Russie n'empêchent pas à celle-ci d'honorer le service de sa dette sur les obligations souveraines russes libellées en dollar, selon des déclarations relayées par la presse (notamment [Bloomberg](#)). En vertu d'une dérogation générale (*general license*) les institutions financières américaines



peuvent procéder à des transactions visant le paiement des intérêts sur les obligations émises par l'État russe émises avant le 1er mars, et ce jusqu'au 25 mai, dès lors que l'opération n'entraîne pas le débit d'un compte détenu par ces entités russes dans une institution américaine.

- Le 8 mars, la *Securities and Exchange Commission*, régulateur des marchés financiers, a [identifié](#) 5 sociétés cotées chinoises qui pourraient être exclues début 2024 de la cote aux États-Unis en application du *Holding Foreign Companies Accountable Act* (HFCAA) adopté en décembre 2020. Cette liste est provisoire et pourrait être étendue à d'autres sociétés chinoises. Les 5 sociétés visées ont 15 jours ouvrables pour engager un dialogue avec la SEC si elles estiment avoir été incorrectement identifiées.
- Le 15 mars, Allison Lee, commissaire démocrate de la SEC, a [annoncé](#) son intention de quitter l'institution à l'expiration de son mandat actuel, en juin 2021.
- À la suite du désistement de Sarah Bloom Raskin au poste de vice-présidente de la Fed

chargée de la supervision bancaire le 15 mars, la commission des affaires bancaires du Sénat a [voté](#) le 16 mars pour la reconduction du mandat de président de la Fed de J. Powell (23-1) et pour la nomination de Lael Brainard (16-8) au poste de vice-présidente, ainsi que celles de Philip Jefferson (24-0) et Lisa Cook (12-12) comme gouverneurs. Un vote de confirmation doit désormais avoir lieu en séance plénière du Sénat.

- La commission des affaires bancaires du Sénat a [confirmé](#) (13-11) la nomination de Sandra Thompson au poste de directrice de l'agence fédérale de financement du logement (*Federal Housing Finance Agency*), chargée de la supervision des agences assurant la titrisation des prêts hypothécaires. Sa nomination devra être confirmée par un vote en séance plénière du Sénat.
- La [SEC](#) et la [CFTC](#) ont appelé cette semaine les opérateurs de marché à la vigilance face à la forte volatilité des titres et des matières premières et à l'augmentation des risques de contrepartie liée à la crise ukrainienne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique pour les États-Unis  
Rédacteurs : Dominique Chaubon, Raphaël Lee, Thibaut Houriez, Galina Natchev  
Revu par : May Gicquel  
Pour s'abonner : [afws@dgtresor.gouv.fr](mailto:afws@dgtresor.gouv.fr)  
Crédits photo : [@Pexels](#)